



Des urgences pour l'École !

Nos organisations accueillent avec soulagement les résultats du deuxième tour des élections législatives. L'extrême droite n'a pas de majorité absolue et ne gouvernera pas le pays dans les jours qui viennent. Soulagement de voir s'éloigner pour l'instant l'application immédiate d'un programme raciste, xénophobe et antisocial, aux antipodes de ce que nous portons pour l'École. Mais nous sommes conscients que le danger n'est que provisoirement écarté. **Nous continuerons à combattre le terreau sur lequel prospère l'extrême droite dans notre société.**

Le président de la République porte une lourde responsabilité dans cette situation, notamment par les politiques menées ces dernières années qui visent à affaiblir les services publics, la solidarité et amènent de la désespérance sociale. Il a aussi contribué à fracturer la société en reprenant et en instrumentalisant parfois des propositions de l'extrême droite, en particulier sur l'immigration. La pratique autoritaire du pouvoir, notamment par l'utilisation répétée de l'article 49-3 et le mépris des organisations syndicales a aussi contribué à amplifier la colère et une forme de ressentiment, captés de manière opportuniste et cynique par l'extrême droite.

La majorité gouvernementale relative a été largement désavouée. A cet égard, les prises de parole médiatiques de la ministre de l'Éducation nationale sur les mesures « Chocs des savoirs » applicables dès la rentrée apparaissent comme des provocations et viennent confirmer que le gouvernement, à l'instar du président Macron, refuse de respecter le résultat des élections.

Nos organisations FSU, UNSA Éducation, FNEC FP FO, Cfdt Éducation, Formation et Recherche Publiques, CGT Educ'action et SUD Education appellent donc à ce que le futur gouvernement prenne des mesures d'urgence, dans l'été, qui donneront le signal d'une rupture claire avec les politiques menées depuis 2017.

Dans l'Éducation, nous exigeons l'abandon des mesures « Choc des savoirs ». Ces mesures sont le symbole d'une École du tri social que nous refusons. Depuis six mois, la mobilisation des personnels initiée par nos organisations syndicales est continue. Elle doit enfin être entendue ! La réforme des retraites doit être abrogée, elle est le symbole d'une injustice économique et sociale mais aussi des pratiques autoritaires du pouvoir par Emmanuel Macron qui a refusé d'entendre les organisations syndicales et la rue tout au long du printemps 2023. Pour nos organisations, la question salariale est loin d'être close : des discussions sur une revalorisation salariale sans contreparties doivent rapidement s'engager. Aucune catégorie ne devra être oubliée : il y a par exemple également urgence à ouvrir les concertations pour la création d'un statut de la Fonction publique pour les personnels AESH.

Nos organisations travaillent à construire rapidement les conditions de la mobilisation pour faire valoir nos exigences sociales et la démocratie sociale. Elles réaffirment leur volonté d'agir ensemble et avec la profession pour être aux côtés des collègues et construire les mobilisations pour défendre les personnels et le projet scolaire de l'École publique, laïque, gratuite et obligatoire.

A Paris, le 12 juillet 2024